# Financement de la dÃ©pollution de l'eau potable

Dossier de<br /> la rÃ©daction de H2o
August 2026

## Deux rapports officiels divergents, mais un mÃªme constat d'Ã©chec

Quatre services d'inspections ont Ã©tÃ© missionnÃ©s par le gouvernement en septembre 2025 pour rendre un avis sur le financement de la dÃ©pollution de l'eau potable. Il en ressort un travail effectuÃ© en doublon et la publication de deux rapports distincts parus le 30 juillet : le premier signÃ© par l'Inspection gÃ©nÃ©rale des finances (IGF) et le deuxiÃ¨me co-Ã©crits par l'Inspection gÃ©nÃ©rale des affaires sociales (IGAS), le Conseil gÃ©nÃ©ral de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), l'Inspection gÃ©nÃ©rale de l'environnement et du dÃ©veloppement durable (IGEDD). Comme l'a soulignÃ© Le Monde, dans un article paru le 6 aoÃ»t, si les inspections sont en accord sur plusieurs aspects, les divergences sont nombreuses, tant dans la description de la situation, dans le choix des Ã©lÃ©ments jugÃ©s prÃ©occupants soulignÃ©s dans les rapports, dans la mÃ©thodologie utilisÃ©e pour l'estimation des coÃ»ts ou encore dans certaines recommandations prÃ©conisÃ©es.

Â

### Rapport de l'IGF : "Financement de la dÃ©pollution des eaux destinÃ©es Ã  la consommation humaine (PFAS, pesticides, nitrates)"

Des pollutions multiples affectent la qualitÃ© de l'eau en France. La principale source de pollution sont les pesticides et leurs mÃ©tabolites. Les PFAS sont une pollution Ã©mergente, que l'on commence (2026) Ã  mesurer sur l'ensemble du territoire. Un faisceau d'indices porte Ã  croire que la situation pourrait se dÃ©grader, avec une augmentation possible des non conformitÃ©s dans l'eau distribuÃ©e.

Investir dans des interconnexions ou du traitement sera Ã  la fois nÃ©cessaire pour respecter les limites de qualitÃ© de l'eau distribuÃ©e et coÃ»teux. En outre, cela ne constituera pas une rÃ©ponse efficace pour maÃ®triser durablement les pollutions et rÃ©duire l'exposition. La prÃ©vention, peu mobilisÃ©e aujourd'hui, est indispensable pour garantir une eau de qualitÃ© dans la durÃ©e. Une stratÃ©gie nationale, portÃ©e au plus haut niveau, combinant rÃ©glementation pour rÃ©duire les pollutions Ã  la source, financements ciblÃ©s, principe pollueur-payeur et pilotage interministÃ©riel est urgente. La mission estime son coÃ»t Ã  environ 2 milliards d'euros par an Ã  court terme, ce qui nÃ©cessitera une hausse du prix de l'eau de 25 Ã  30 %.

Rapport IGF

### Rapport IGAS/CGAAER/IDEDD : "DÃ©pollution de l'eau potable : StratÃ©gies et pistes de financement"

Dans leur trÃ¨s grande majoritÃ©, les dÃ©passements actuels des limites de qualitÃ© de l'eau potable dÃ©coulent de l'usage passÃ© de substances polluantes dÃ©sormais interdites.Â Le service public de l'eau potable est fragilisÃ© par un sous-investissement structurel et un modÃ¨le de financement insuffisamment couvert par le niveau du prix de l'eau, par l'application limitÃ©e du principe pollueur-payeur et par une solidaritÃ© territoriale restreinte. La mission propose une combinaison de recommandations visant par ordre de prioritÃ© Ã  Ã©viter la dÃ©gradation des ressources encore prÃ©servÃ©es, rÃ©duire les flux de pollution lorsque cela reste possible, et rÃ©server les rÃ©ponses curatives lourdes aux situations oÃ¹ elles sont devenues indispensables. La mission propose de plus une nouvelle doctrine d'anticipation, de qualification et d'intervention afin de mieux protÃ©ger l'eau potable et la ressource en eau, et formule un corpus de recommandations pour faire Ã©voluer : la gouvernance nationale et territoriale, la doctrine d'intervention et de financement et l'organisation territoriale des services d'eau potable. Elles visent Ã  amÃ©liorer l'efficacitÃ© du systÃ¨me de gestion de l'eau potable, sans

qu'il soit nÃ©cessaire de modifier le cadre lÃ©gislatif actuel (hors loi de finances). La mission a Ã©galement Ã©laborÃ© quatre scÃ©narios de coÃ»ts et les a mis en regard des financements possibles avec comme deux points de sensibilitÃ© principaux le pÃ©rimÃ¨tre des actions et l'exigence normative, en retenant l'hypothÃ¨se d'un durcissement futur des normes applicables aux PFAS. Les scÃ©narios, selon les niveaux d'ambition et les paramÃ¨tres retenus, montrent ainsi un potentiel de surcoÃ»ts par rapport Ã  la situation actuelle.

Pour faire face aux besoins de financements identifiÃ©s, la mission propose en prioritÃ© des recettes additionnelles potentielles issues de redevances mettant en œuvre le principe pollueur-payeur et un renforcement de la taxe GEMAPI. Cependant, ces recettes potentielles n'Ã©viteront pas le recours Ã  terme Ã  une hausse du prix moyen de l'eau. Celle-ci doit Ãªtre accompagnÃ©e de mÃ©canismes de solidaritÃ© territoriale, de tarification sociale ou saisonniÃ¨re et de soutien aux mÃ©nages les plus vulnÃ©rables. Un accroissement de l'endettement des collectivitÃ©s est incontournable afin de financer les investissements et de lisser cette Ã©volution sur une longue pÃ©riode.

Rapport et annexes

GÃ©nÃ©rations Futures propose une lecture comparÃ©e des deux rapports.